L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

Numéro, No 75, rue de Chartres

Journal de la Nouvelle-Orléans

MERCREDI MATIN 17 FEVRIER.

Louisiana Cotton Manufactory.
MANUFACTURE
DE COTON DE LA LOUISIANE.

ETAT DE LA LOUISIANE—Ville de la Nouvelle-Orléans—Cour de district des Etats-Unis pour le district susdit. Soit connu que le quinze mil huit cent soixante-neuf, pardevant Edward Barnet, le susdit district, Greffier dans la ville et le district susdits, est venu Hugh Kelly, citoyen étranger résidant en cette ville, lequel a déclaré et exhibé sa déclaration par écrit, en la forme prescrite par les règlements établis par les dispositions partie ont déclaré être propriétaire du titre de l'Etat de la Louisiane et y a particulièrement dit à note de la Législature du dit Etat à l'égard de l'organisation de compagnies pour des travaux d'amélioration ; à l'utilité publique, laquel acte est le No 31 des dits actes, et a été approuvé le 14 mars 1870, afin que son nom et ses ayants, conformément et suivant sur les prescriptions susdites, puissent et pourront être par eux-mêmes et ses associés, de former et de constituer une corporation dans le but, sous les stipulations, obligations et règlements suivants, savoir :

ARTICLE PREMIER.

Les soussignés et titre de cette compagnie sont : Louisiana Cotton Manufactory (Manufacture de Coton de la Louisiane) nom et titre sous lesquels la dite Compagnie aura succès, poursuites et pourra être poursuivie en justice. Son domicile sera établi dans la ville de la Nouvelle-Orléans, elle aura et pourra jouir et user de la susdite corporation, et aura le droit d'employer un sceau de corporation que bon lui semblera et qu'elle pourra changer, et qu'elle aura le droit de changer, briser et renouveler.

ARTICLE SECOND.

Le but de cette Compagnie est d'établir, dans la ville de la Nouvelle-Orléans ou dans les environs immédiats, et de vendre et vendre le coton, et de manufacturer ou autrement des articles dont ledit coton. Le Président de la Compagnie est la personne à laquelle pourra être certaines toutes les citations, de la Compagnie ou qu'elles soient. Le capital de ladite Compagnie est fixé à cent vingt-cinq mille piastres divisées en cent vingt-cinq actions, de mille piastres chacune, et ledit capital pourra être payé par les susdits actionnaires ou leurs représentants de la loi. Le Bureau des Directeurs sera le lieu où le recevoir d'autres actionnaires jusqu'à ce que le nombre de cinq cents actions soit souscrit, le montant de deux cent vingt-cinq mille piastres.

ARTICLE TROISIEME.

Les présentes, par le capital de ladite Compagnie, devront être exécutée comme suit : Vingt-cinq pour cent comptant, remboursement aux présentes.

Vingt-cinq pour cent, trois mois après, vingt-cinq pour cent, six mois après, vingt-cinq pour cent neuf mois après, et toute l'exécution en faillite à l'égard de la Compagnie. Si un souscripteur manquait de payer le montant dans un quinze jours qui suivront l'échéance, les actions et les paiements effectués sur les dites actions pourront et être déclarés forfaits par la direction.

ARTICLE QUATRIEME.

La direction sortera et la propriété des affaires de la dite Compagnie seront confiés à un bureau de Cinq Directeurs qui nommeront tous les deux ans, le premier lundi de février prochain, et les susdits Directeurs remplissent la vacance.

ARTICLE CINQUIEME.

Le premier lundi de février 1870, et ensuite tous les ans, il sera tenu au Bureau de la Compagnie, une élection des Directeurs par les actionnaires, devant être tenue deux jours consécutifs, dans les journaux publiés à la dite ville. Dans le cas où il ne devrait y avoir première réunion, dite l'un d'un tel jour, président de la dite Compagnie.

Messieurs W. C. C. Claiborne et Claude Tibbin sont par les présentes nommés inspecteurs de la première élection de Directeurs qui aura lieu le premier février prochain.

ARTICLE SIXIEME.

Une pluralité des voix (en nombre) un vote pour chaque action) suffira à élire les Directeurs. Toutes les assemblées auront lieu au comptoir, dans la ville susdite, et spécifiera dans les présentes dont les signataires déclarent la ville où la compagnie a été établie. Aucune dette ne pourra excéder le montant des actions. Les actionnaires ne seront pas responsables pour les dettes de la Compagnie au-delà de leurs actions non libérées ; toutes dettes ou contrats pour le but de la dite Compagnie, qui pourront être souscrites par le dit Conseil de Direction, mais par les actionnaires ou par le Conseil de Direction, ou autres Directeurs pour la Direction.

ARTICLE SEPTIEME.

Une majorité des Directeurs nommant, tous les officiers, et employés, de la dite Compagnie. Aucun sous-agent ou fonctionnaire ne pourra être nommé à moins que la majorité des Directeurs ne soit présente, ou à moins que ce dernier ne soit spécifiquement autorisé par la majorité des Directeurs présents. Les actions de la Compagnie seront transférables sur les livres de la dite Compagnie, sur demande faite par le cédant ou son fondé de pouvoir légalement autorisé, et sur la remise des certificats d'actions.

ARTICLE HUITIEME.

Le Directeur aura le droit de nommer un Président, un Secrétaire et un Trésorier de la dite Compagnie, lesquels devront être choisis parmi les Directeurs, et qui devront être élus chaque année, et ils auront les devoirs qui leur sont prescrits par les règlements de la dite Compagnie.

ARTICLE NEUVIEME.

Il sera constamment tenu des livres pour l'enregistrement et le transfert d'actions. Tout transfert d'actions devra être fait sur ces livres et signé du Président ou de son représentant légal.

ARTICLE ONZIEME.

Dans un délai dans la souscription ou par suite de la vente de la Compagnie dont elle aura été autorisée par les Directeurs, et ce, dans les quinze jours qui suivront la souscription ou la vente. Les Directeurs devront établir pour une action de mille piastres chacune, laquel augmentera l'intervalle, les pouvoirs de direction. Aucune assemblée des actionnaires des Actionnaires de la Compagnie, le Président fera un rapport général de la situation des affaires de la Compagnie.

ARTICLE TREIZIEME.

Aucun contrat ou marché ne sera dans avant le paiement complet de la dite action.

ARTICLE QUATORZIEME.

Des comptes-rendus de toutes les délibérations des Directeurs, et tout les livres et comptes et rapports et autres affaires de la Compagnie, seront tenus par le Secrétaire et soumis par le Président, à la Première assemblée générale des actionnaires tous les délais, toutes choses et circonstances dignes que les documents, et aussi les procès-verbaux de la Compagnie qui pourront être approuvés par la Direction.

ARTICLE QUINZIEME.

Aucune des actionnaires ne seront responsables de pertes ou de dommages qui excéderont le montant des actions non libérées à chacun d'eux.

ARTICLE SEIZIEME.

Dans les cas où une action serait, s'il y appartenait, il sera déclaré par la Direction une déchéance qu'elle juge convenable, à grande dans les poches aux actionnaires durant l'année.

ARTICLE DIX-SEPTIEME.

Dans le cas où aucun associé ne désirerait transférer ses actions avant d'en avoir offert tout le paiement entier, il aura permis par la loi de faire par la société des obligations de l'acheteur, pourvu que ces obligations soient avec satisfaisant par les Directeurs.

ARTICLE DIX-HUITIEME.

Après que toute augmentation de capital aura été effectuée. Il en sera donné avis par quatre insertions dans deux journaux publiés à la Nouvelle-Orléans. Pendant ce laps de temps, les actionnaires auront le privilège de prendre des actions additionnelles en proportion du montant de leurs actions. Les versions prises à l'expiration de ce temps, pourront être vendues par le dit Conseil de Direction, mais par les mêmes au bénéfice de la Compagnie.

ARTICLE DIX-NEUVIEME.

A l'expiration de cette Charte, ou plus tôt sous vote des actionnaires ordinaires, comme il est déclaré dans l'article vingtième, les actionnaires élirent trois d'eux comme commissaires liquidateurs qui auront le pouvoir de clore la Corporation, vendre ses effets et payer ses engagements le produit de la vente entre les actionnaires. La dite liquidation ne s'étendra pas au-delà d'un an, à partir de la date de la dissolution de la Compagnie.

ARTICLE VINGTIEME.

Cet acte de corporation pourra être modifié, changé ou amendé, ou la dite corporation pourra être dissoute à une assemblée générale des parts dont avis aura été donné à cet effet, après trois jours d'avis, en français et en anglais, dans deux journaux publiés à la ville de la Nouvelle-Orléans et avec le consentement des trois quarts des actions représentées à ladite assemblée.

ARTICLE VINGT ET UNIEME.

Les noms et intérêts respectifs des parties dont acte est déclaré

Community	6	actions @ 1000
[illegible]	5	5000
W. T. [illegible]	5	5000
[illegible]	5	5000
M. A. de Lizardi	5	5000
[illegible]	5	5000
[illegible]	5	5000
[illegible]